

*Exil, exode, errance***S'INDIGNER****NE SUFFIT PLUS****Josiane WOLFF****Présidente du Centre d'Action Laïque du
Brabant wallon**

Le droit à quitter un territoire, attribut essentiel de la liberté individuelle, est aujourd'hui mis en danger par le repli identitaire.

Lorsque j'étais enfant, je m'imaginai parcourir le monde. Le mot *frontière* n'évoquait pour moi que le képi du sympathique douanier de Quiévrain et son « *Rien à déclarer ?* », lorsque mes parents et moi « *remontions de France* ». J'étais loin de penser que, cinquante ans plus tard, ce mot aurait pour synonymes, dans mon propre pays : centres fermés, mauvais traitements et expulsion...

TOUTE LA MISÈRE DU MONDE

Nous regardons de haut des pays comme le Brésil, la Corée, les États-Unis, l'Italie, la Hongrie... basculer dans la violence et l'arbitraire, rassurés que nous sommes par notre démocratie et ses lois subtilement adaptées à la protection du « né-natif ». L'indifférence - et s'indigner ne suffit plus - nous fait pourtant entrer de plain-pied dans une ère que je n'hésite pas à qualifier de néo-barbare.

Affaiblis, affamés, dépouillés, n'ayant pas dormi dans un lit depuis des mois et, pour la plupart, n'ayant pour seul bagage que ce qu'ils portent sur le dos, voilà la réalité des exilés d'aujourd'hui. Ils ont fui leur pays pour ne pas être tués - ou pour ne pas avoir à tuer - dans l'espoir d'un lieu où se poser en sécurité. Ils ont survécu aux horreurs, aux mauvais traitements, aux naufrages, pour faire, ici, la connaissance de la véritable misère du monde : l'indifférence, les centres fermés, et, pour beaucoup, l'avion qui les ramènera de force à leur point de départ.

Partir, c'est perdre ses repères. L'individu en errance doit apprivoiser de nouvelles règles sociales, celles

de cités pas toujours disposées à la bienveillance. Mais le plus douloureux sera le deuil qu'il devra faire de son espoir d'eldorado, de ces images rêvées qui l'ont aidé à traverser tous les dangers. Si j'en crois certains témoignages bouleversants, la résilience de certains humains est pourtant remarquable. L'élan de solidarité qui s'est mis en place l'est tout autant, au travers du réseau d'accueil de la plateforme de soutien aux réfugiés, par exemple - nous avons tous entendu parler du parc Maximilien - ou encore du réseau Colibri qui s'est structuré autour de contacts discrets via Facebook.

UN DEVOIR DE DIGNITÉ

Mais au-delà de ce réel terreau humaniste qui fait chaud au cœur, il n'en reste pas moins que l'État doit, lui aussi, assurer son devoir de dignité, et, au strict minimum, cesser de criminaliser la solidarité qui s'exerce en faveur des migrants. Il semble évident qu'une autre politique migratoire et d'accueil est impérative. L'échec de la politique actuelle, la nécessité de mettre fin aux dangers que prennent les migrants pour leur vie et à l'économie parallèle développée par les passeurs et exploitants d'êtres humains, sont autant de raisons de contraindre nos femmes et hommes politiques à examiner de nouvelles réponses à ce que d'aucuns qualifient à tort de crise.

Le droit à quitter un territoire, à bouger, à migrer, à émigrer, est un attribut essentiel de la liberté individuelle, l'expression d'un droit d'autodétermination personnelle. Son importance est reconnue par les conventions internationales. Or ce droit, proclamé en 1948 contre les pratiques des pays autoritaires et totalitaires, est aujourd'hui directement contredit et mis en danger par le repli identitaire. Et lorsqu'on me demande : « *Pourquoi un combat dans l'idéal laïque ?* », ma réponse est : « *Parce que j'y trouve la place pour la diversité, la défense de la dignité et de l'intégrité des personnes, indépendamment de leurs origines et de leurs croyances.* » ■